

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

20 ans de baromètre CTIP de la prévoyance

Garanties et services : les attentes des salariés et des entreprises

17 janvier 2020

Méthodologie

- Un baromètre bisannuel **lancé en 1999**, (2001 pour les entreprises) pour connaître les attentes des salariés du secteur privé concernant différents sujets : couverture santé, garanties prévoyance, épargne retraite, risque dépendance, image des institutions de prévoyance.
- **1000 salariés et 1000 responsables d'entreprises interrogés**
- Représentativité de l'échantillon « entreprises » assuré par la méthode des quotas par taille d'entreprise
- **Chaque année, de nouvelles questions « d'actualité » sont posées.**
- Certaines questions sont posées tous les ans, comme celles permettant de connaître les taux de couverture pour les différentes garanties.
- En 2019, le terrain s'est déroulé entre mi-juin et mi-juillet.

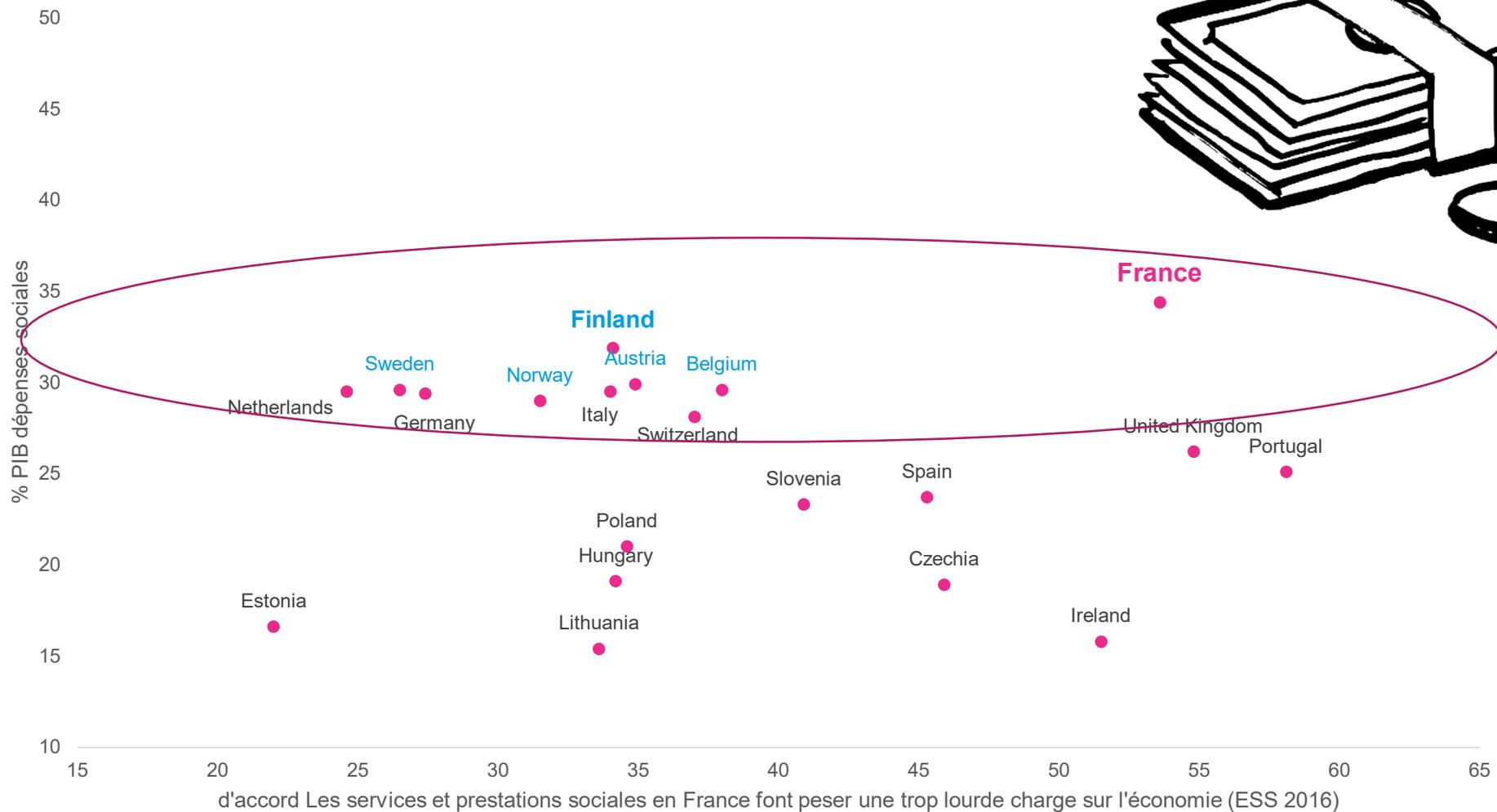
En toile de fond, un attachement à la protection sociale, un rôle à jouer pour les IP

17-JANV.-20

The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white capital letters inside a dark blue circle with a thin white outline.

CRÉDOC

Des inquiétudes sur l'impact économique de la protection sociale

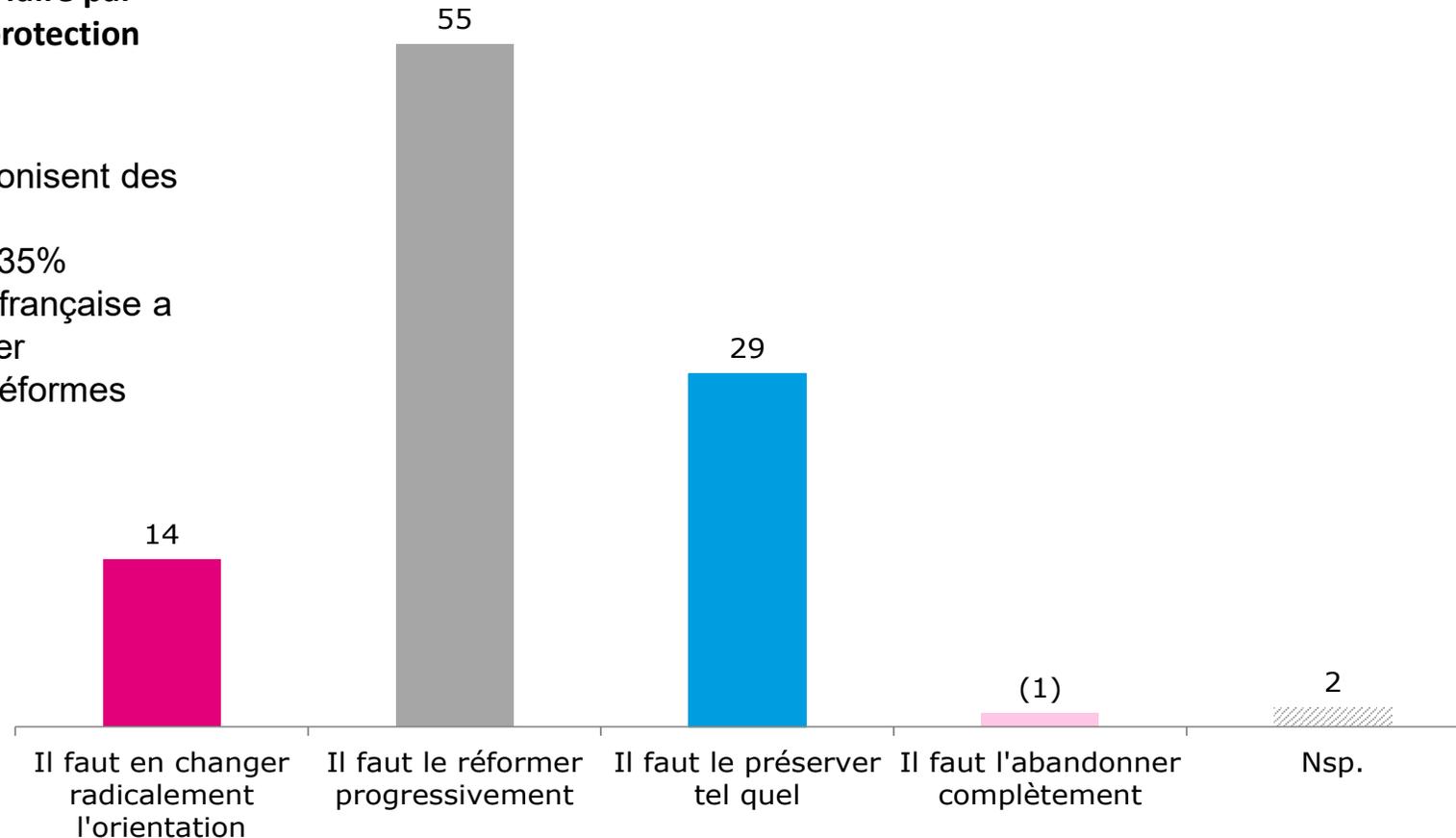


Le souhait de réformer plus que de changer radicalement de système de protection sociale

Selon-vous, que doit-on faire par rapport au système de protection sociale ? (en %)

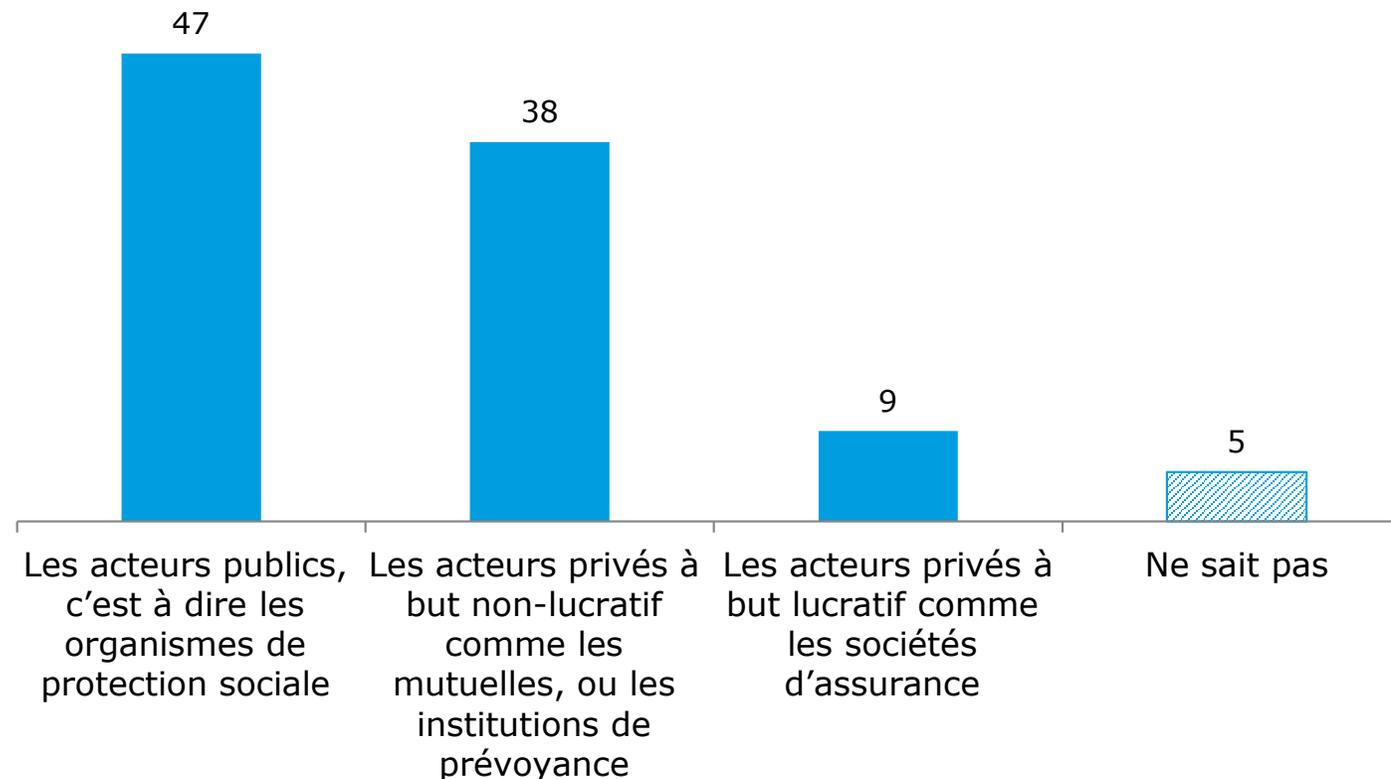
55% des Français préconisent des réformes progressives
A titre de comparaison 35% pensent que la société française a besoin de se transformer radicalement, 45% de réformes progressives

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015



Garder un poids prédominant à l'Etat, mais faire participer également davantage des acteurs du secteur privé, à but non lucratif

Actuellement, le système de protection sociale repose sur des acteurs publics comme les organismes de protection sociale, des acteurs privés avec but lucratif comme les sociétés d'assurance et des acteurs privés sans but lucratif comme les mutuelles et les institutions de prévoyance. Lequel de ces acteurs voudriez-vous voir jouer un rôle plus important à l'avenir ? (en %)



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2015

Des préoccupations montantes pour la santé

17-JANV.-20

The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white capital letters inside a dark blue circle with a thin white outline.

CRÉDOC

De nombreux signaux d'une attention grandissante à la santé...

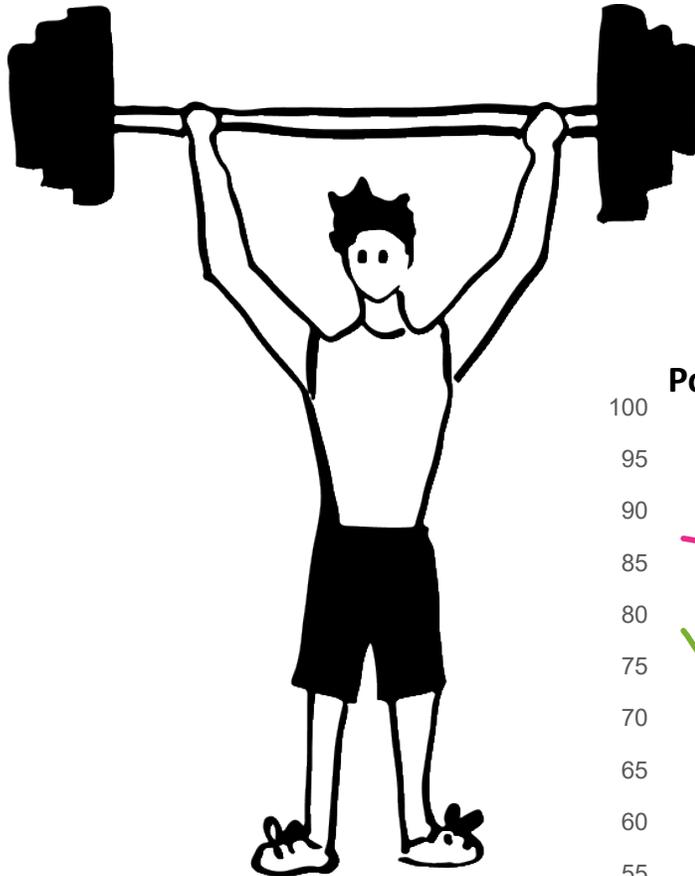
Début 2019, **77%** des Français sont d'accord avec l'affirmation « **Dans ma vie quotidienne, je fais très attention à ma santé** »

En 2016, le nombre de consultations médicales annuelles par habitant est de **6,1** (contre 4,2 en 1980)



35% déclarent limiter leur consommation de viande, **42%** d'entre eux le font en premier parce que c'est bon pour la santé (27% pour l'environnement, 24% pour limiter la souffrance animale et 11% pour des raisons économiques).

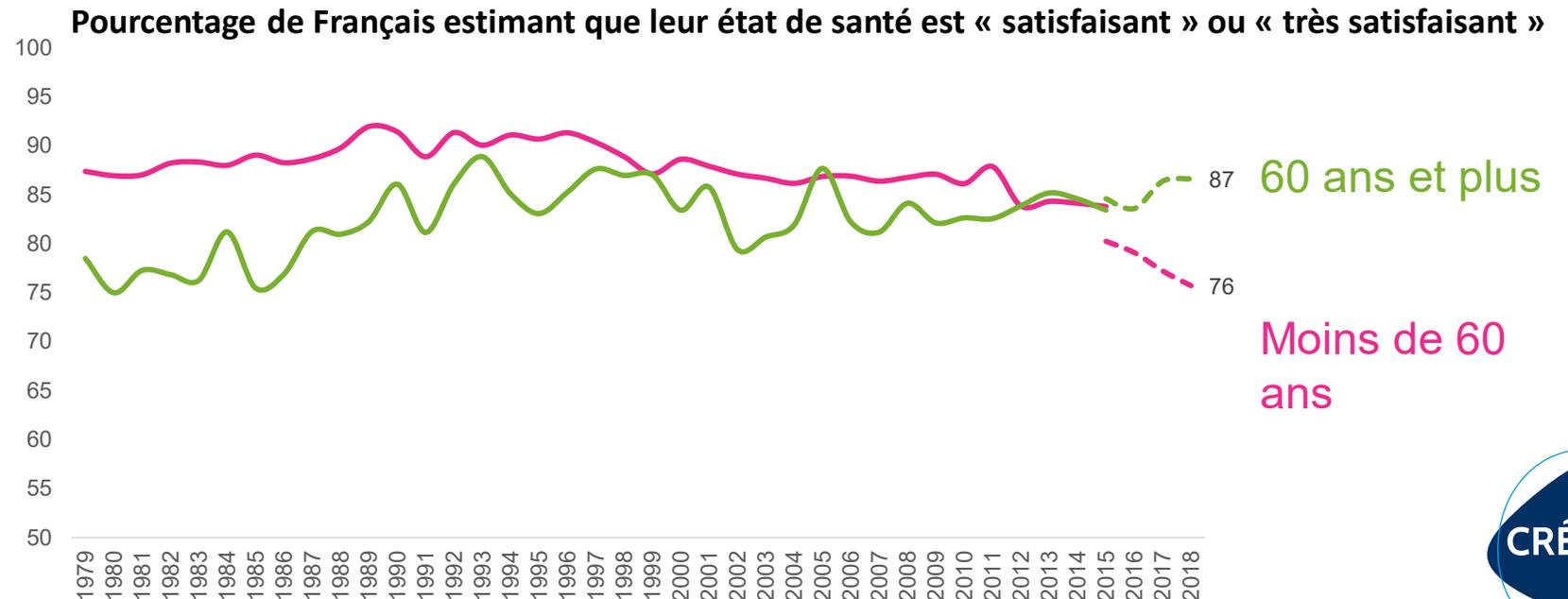
...pas seulement liée au vieillissement



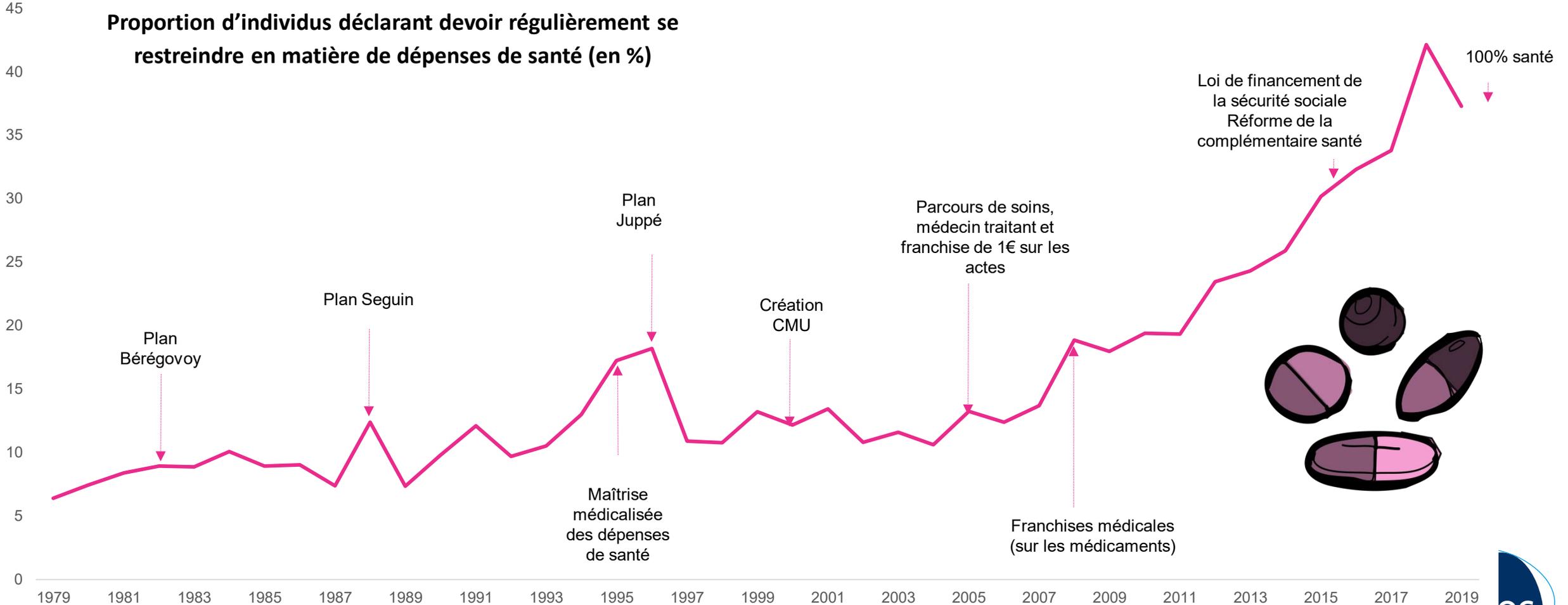
69% des moins de 25 ans estiment qu'au quotidien, ils font très attention à leur santé. (CREDOC 2019)

La consommation d'alcool, de tabac et de cannabis est en recul chez les adolescents de 17 ans, sur la période 2014-2017. (OFDT)

(Pression image de soi/ réseaux sociaux)



La progression du sentiment de restriction en matière de santé



Quelles connaissances des réformes récentes ?

17-JANV.-20



Méconnaissance du 100% santé => Un enjeu d'information



La réforme 100% santé – mise en place progressive depuis le 1^{er} janvier 2019 devrait permettre aux assurés de réduire leur reste à charge sur les dépenses en optique, dentaire et audiologie.

Certaines tarifications d'actes seront **plafonnées** avec une **obligation pour les complémentaires santé de prise en charge jusqu'à ce plafond**.

Seuls 42% des salariés ont entendu parler de la réforme 100% santé

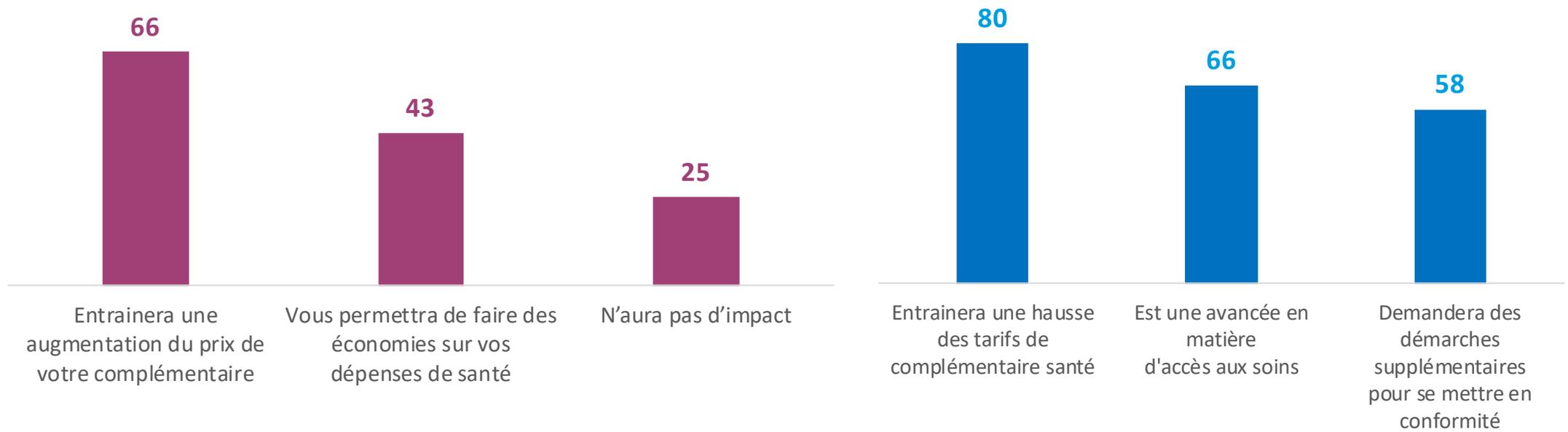
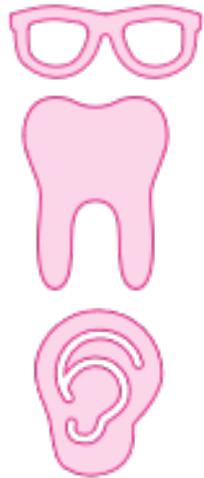
Seuls 50% des responsables d'entreprises interrogés ont entendu parler de la réforme 100% santé

Chez ceux qui en ont entendu parler, la crainte d'une hausse des prix des complémentaires

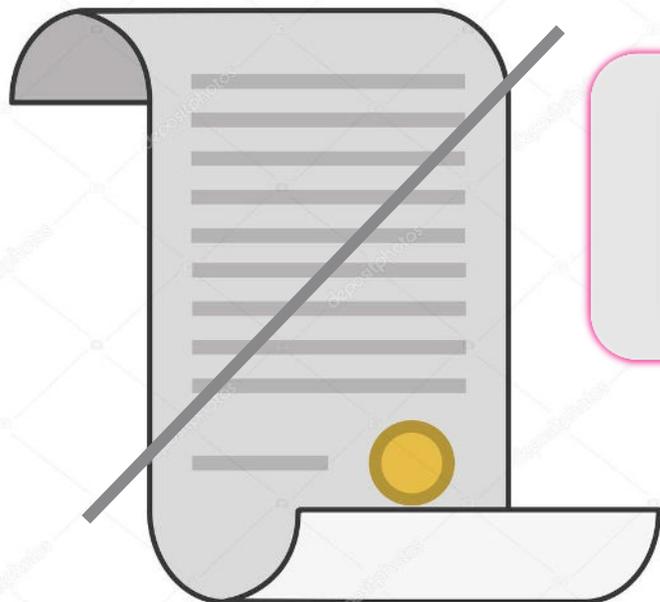
Chez les 42% des salariés ont entendu parler de la réforme 100% santé

Chez les 50% des responsables d'entreprises interrogés a entendu parler de la réforme 100% santé

Estimez-vous que cette réforme ...



La possibilité de résiliation à tout moment

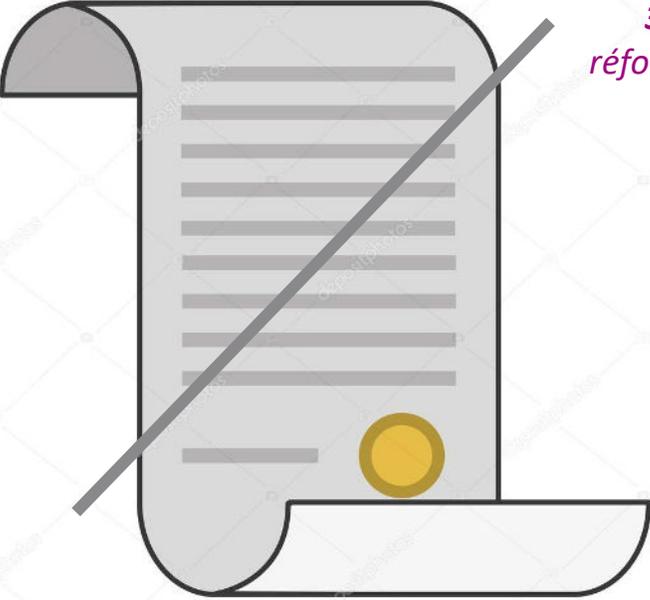


La loi permettant de résilier à tout moment son contrat de complémentaire santé (après la première année) sans attendre la date anniversaire, adoptée par les deux chambres en juillet 2019, sera **appliquée au plus tard au 1er décembre 2020.**

32% des salariés ont entendu parler de la réforme permettant la résiliation à tout moment

45% des responsables d'entreprises interrogés a entendu parler de la réforme permettant la résiliation à tout moment

Un espoir de baisse des tarifs chez les salariés mais plus faible coté entreprise



32% des salariés ont entendu parler de la réforme permettant la résiliation à tout moment

43% pensent que cela entrainera une baisse des tarifs de complémentaire santé

43% pensent que cela entrainera une baisse des couvertures

38% pensent qu'elle n'aura aucun impact

45% des responsables d'entreprises interrogés ont entendu parler de la réforme permettant la résiliation à tout moment

Seuls 33% pensent que cela entrainera une baisse des tarifs de complémentaire santé

39% pensent que cela entrainera une baisse des couvertures

83% pensent que cela permettra aux assurés de **changer plus facilement** de contrat santé

Source : CRÉDOC/CTIP, 2019.

Champ : Ensemble des entreprises

Questions : « Avez-vous entendu parler de la proposition de loi permettant de résilier sans frais et à tout moment les contrats de complémentaire santé ? » et « Pensez-vous que la résiliation sans frais et à tout moment ... »

Fin de l'effet généralisation sur la complémentaire santé

17-JANV.-20



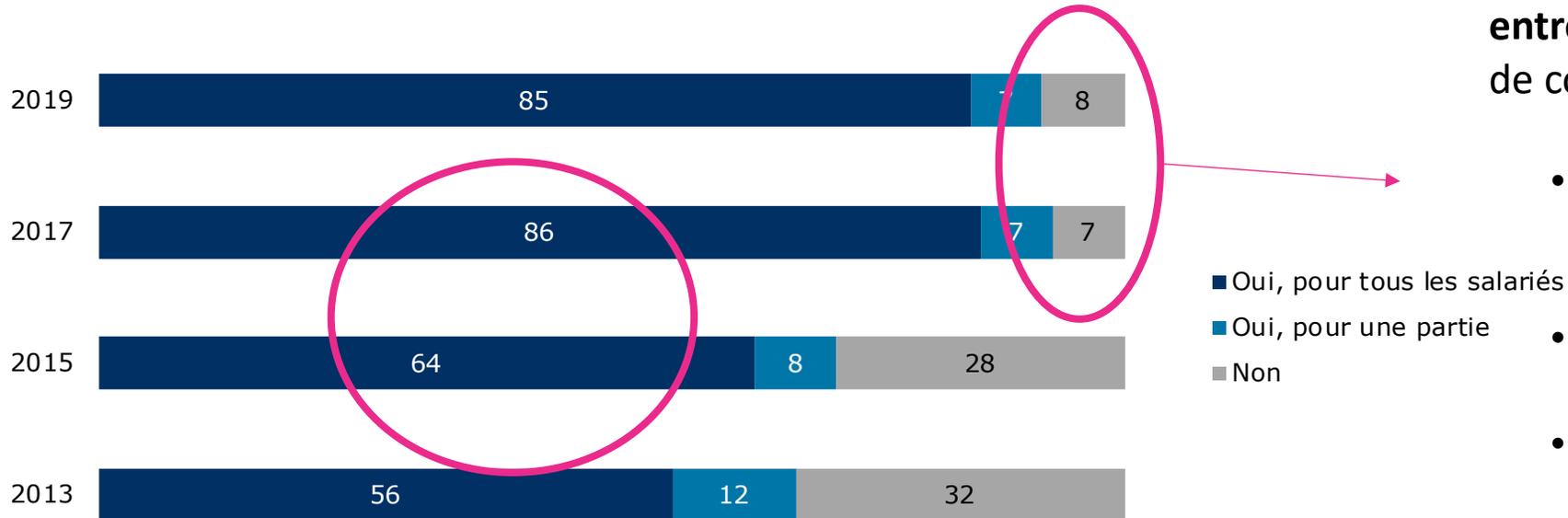
La loi de généralisation de la complémentaire santé



La loi de **généralisation de la complémentaire santé**. Depuis le **1er janvier 2016**, toutes les entreprises du secteur privé ont l'obligation de proposer une complémentaire santé collective à leurs salariés et de la financer au moins à hauteur de 50 %

Entre 2015 et 2017 une forte progression des entreprises ayant mis en place une couverture santé pour leurs salariés

Y a-t-il dans votre entreprise une complémentaire santé ?



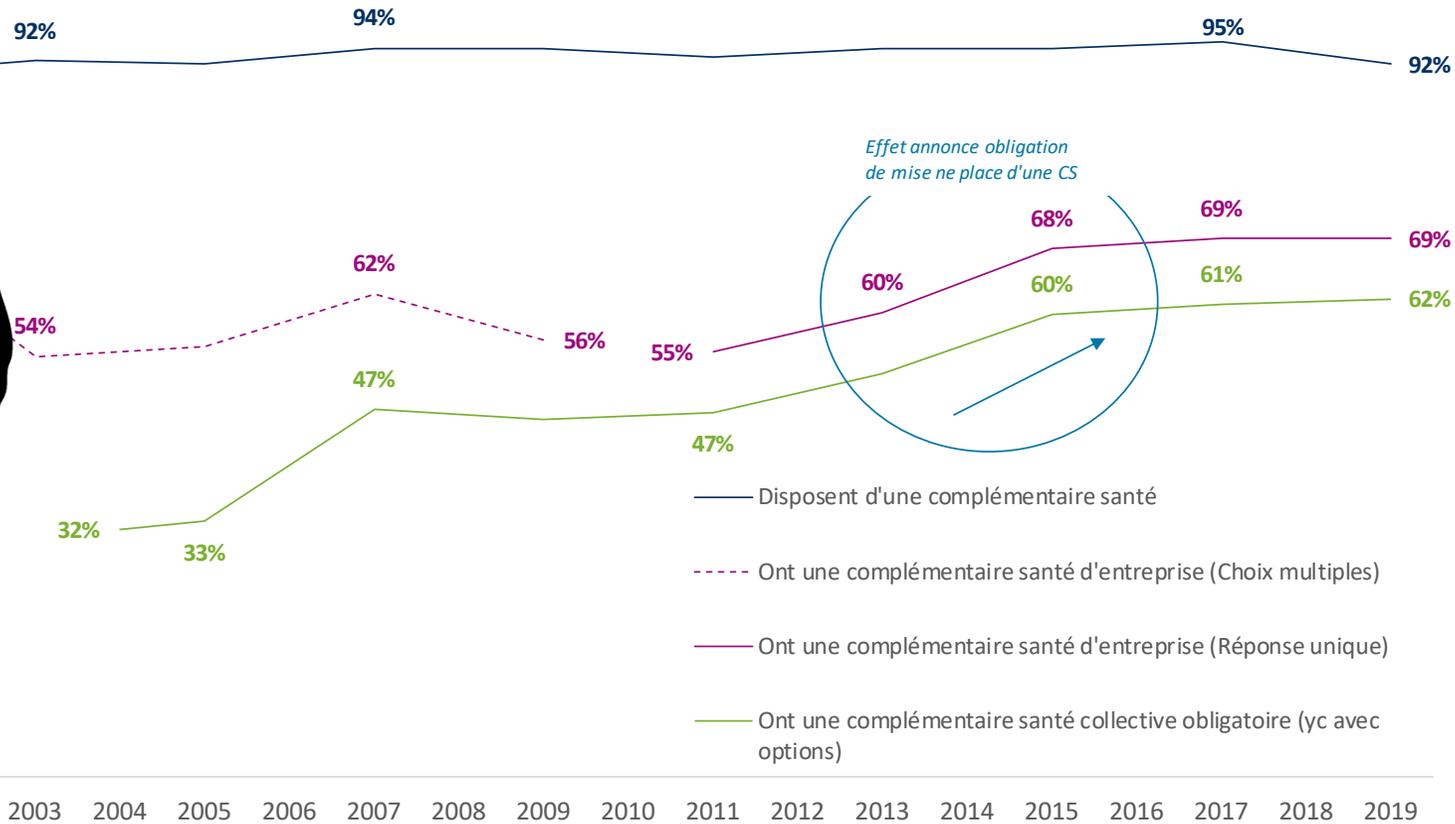
Mais depuis, stagnation : il reste **8% des entreprises** qui ne proposent toujours pas de couverture santé à leurs salariés

- le **premier frein est l'importance du coût pour 39% d'entre elles**, soit dix points de plus qu'en 2017.
- 33% jugent les démarches trop compliquées (contre 21% en 2017)
- 32% n'ont pas encore eu le temps de le faire.
- 15% disent avoir des difficultés à trouver un organisme assureur contre seulement 5% en 2017.

Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des entreprises

Plus de contrats collectifs obligatoires mais pas d'impact sur le taux de couverture global

Taux de couverture par une complémentaire santé :



Peu d'impact sur le taux de couverture des salariés

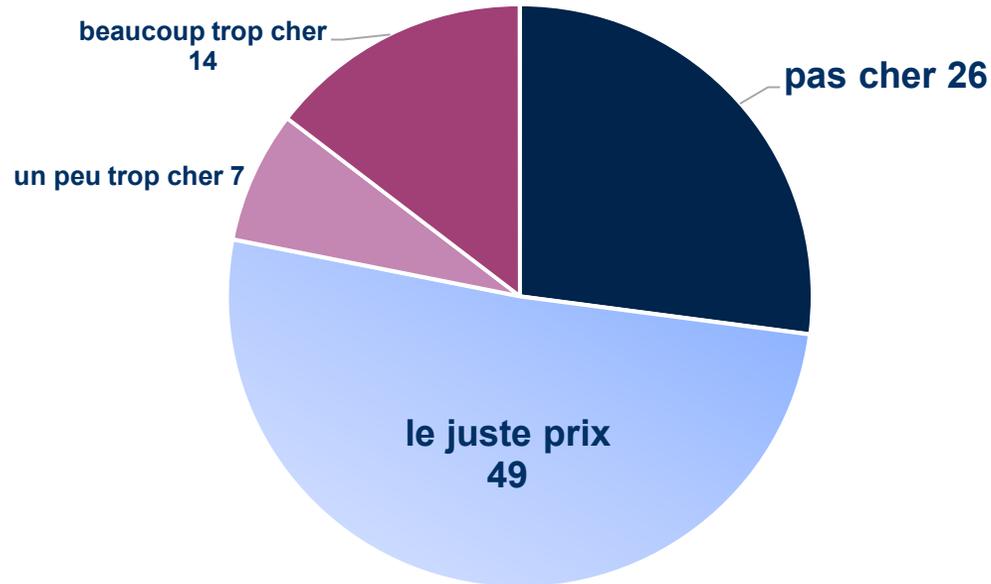
Mais aujourd'hui l'entreprise participe davantage dans la prise en charge de ce risque

Sources : Baromètre CTIP – CREDOC

Années : 2001, 2002, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019

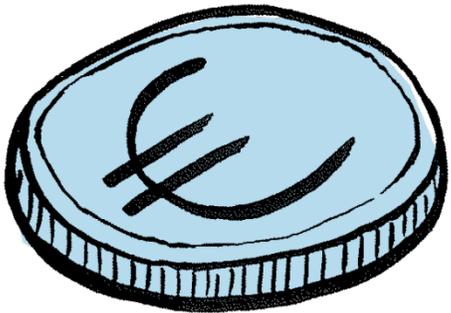
Ensemble des salariés

Des complémentaires collectives aux tarifs jugés justes



Les salariés pensent majoritairement que la complémentaire santé collective est « au juste prix », voire « pas chère », une tendance **stable** sur le long terme.

- Intérêt de la **négociation collective**
- Une partie du coût est financée par l'entreprise (la moitié)
- La **contribution est prélevée « à la source »** sur le salaire.
- **Importance accordée à la santé.**

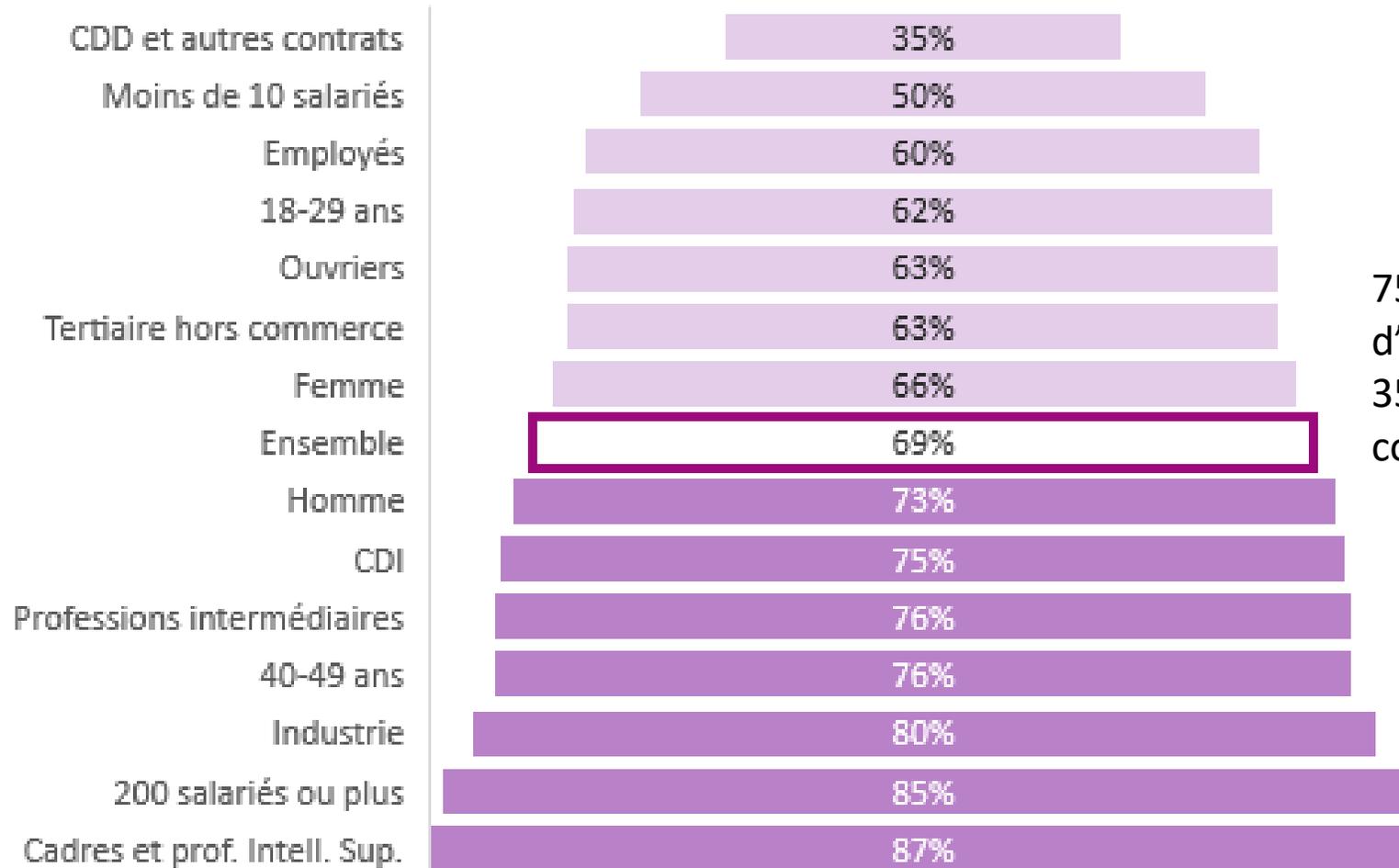


Sources : Baromètre CTIP-CREDOC

Années : 2019

Ensemble des salariés ayant une complémentaire santé collective

Les personnes en contrats précaires restent peu couverts



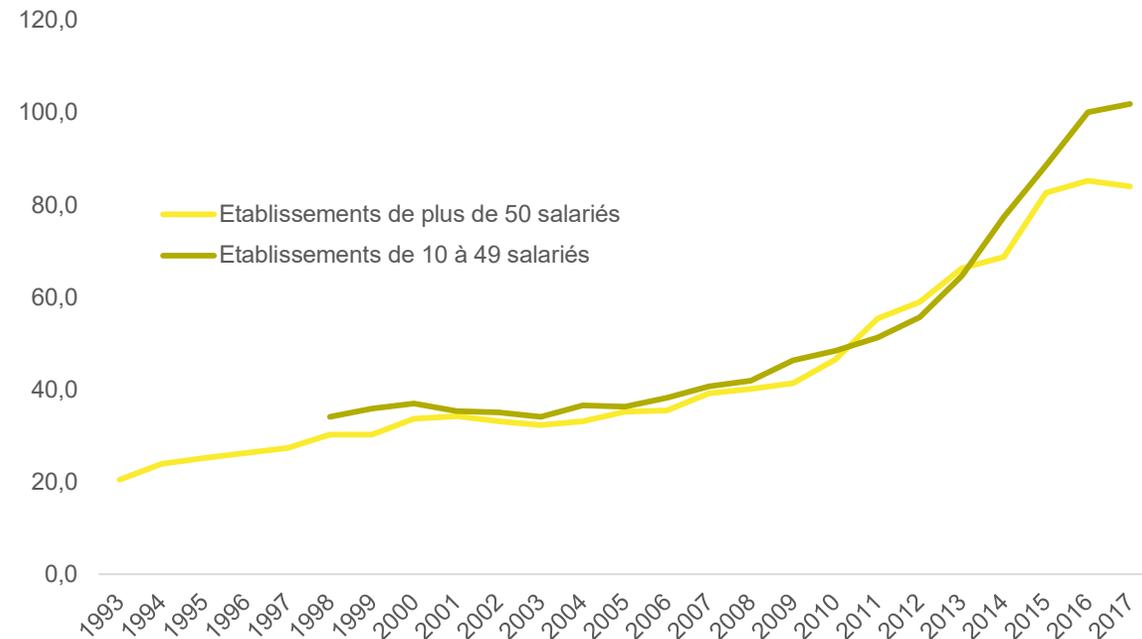
75% des salariés en CDI bénéficient d'une couverture collective contre 35% seulement des salariés en contrat plus précaire.

Dans un contexte de flexibilisation et diversification des statuts dans l'emploi

La **part des entrées en CDD a été multipliée par 2.5** depuis le début des années 2000. Entre 2001 et 2017, la durée moyenne des CDD est divisée par deux, passant de 112 jours en 2001 à 46 jours en 2017. Au sein de ces CDD, 83% durent moins d'un mois et **30% de ces CDD ne durent qu'une seule journée.** (DARES)

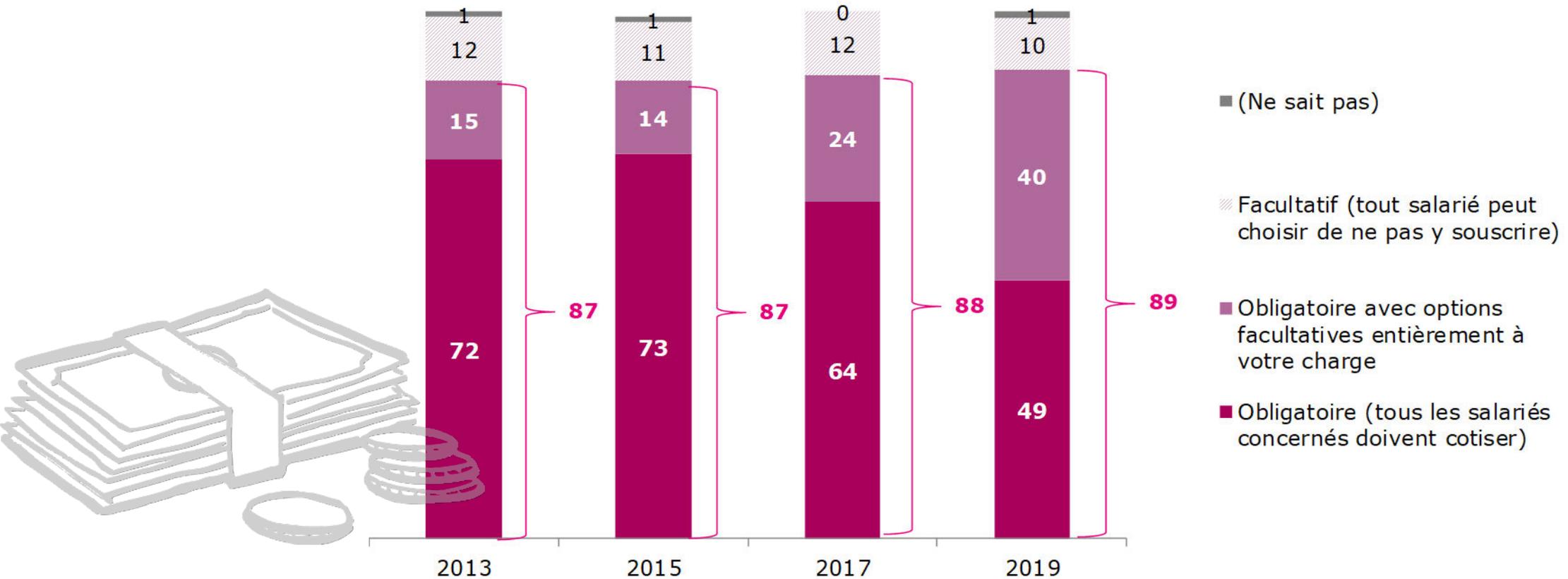


Indice d'entrée en CDD pour 100 salariés



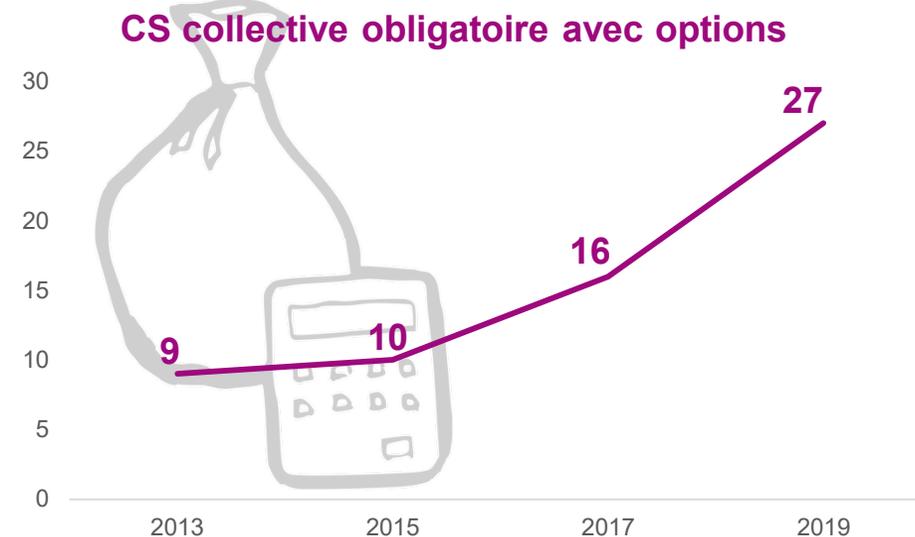
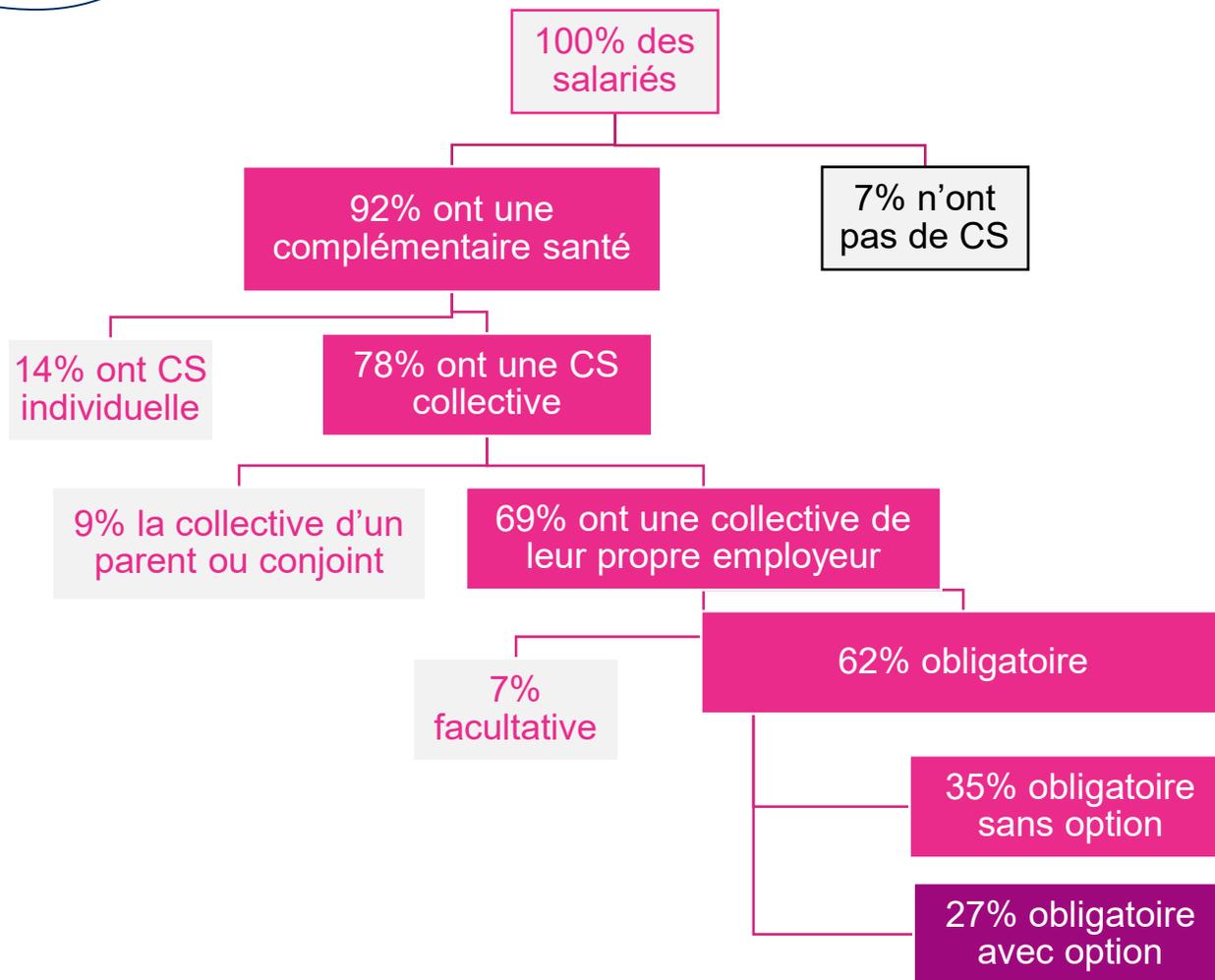
La progression des options facultatives

Est-ce un contrat d'entreprise :



Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés ayant une complémentaire santé collective

Les types de couverture des salariés



Une croissance de la prévoyance et un intérêt en hausse pour la prévention

17-JANV.-20

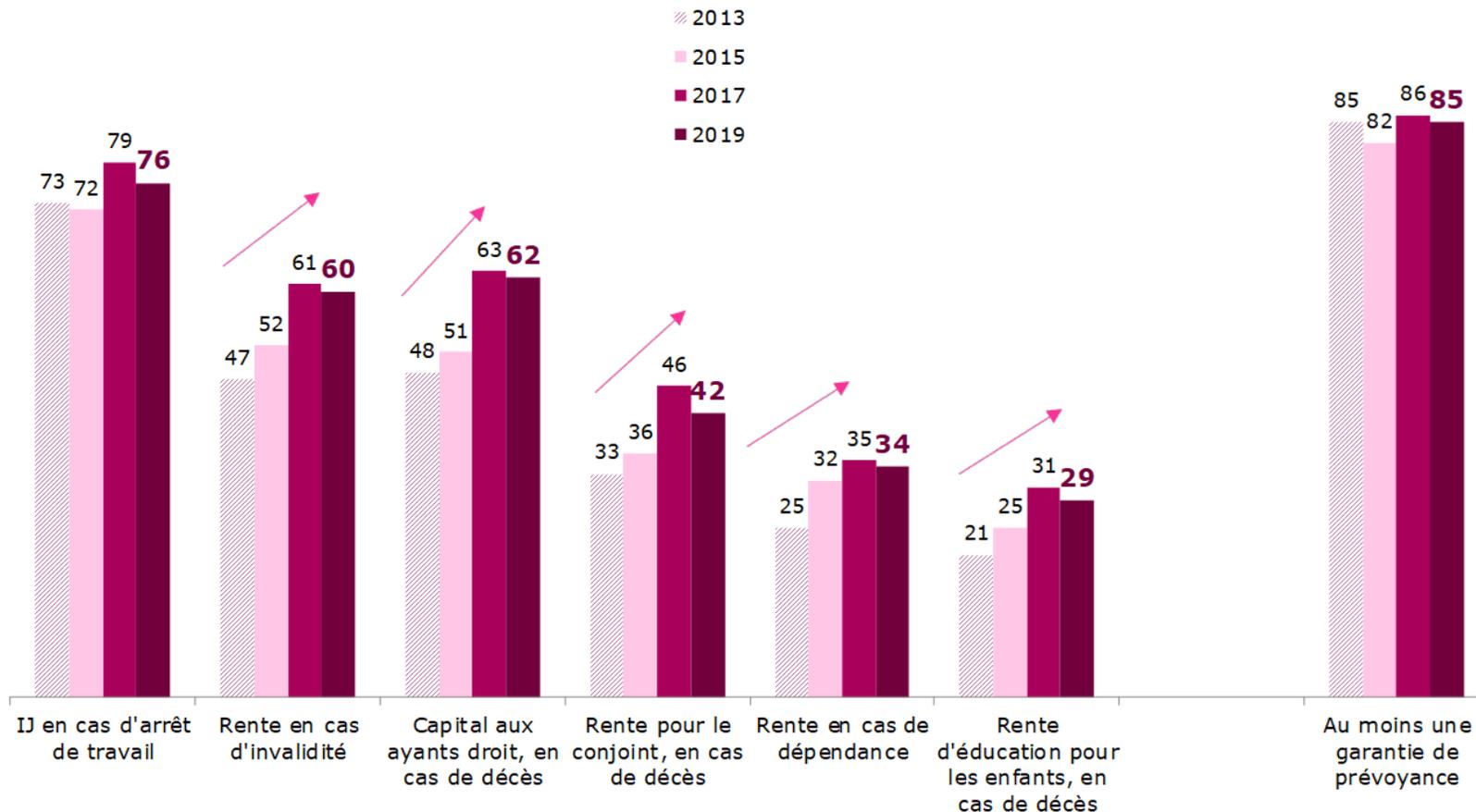
The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white capital letters inside a dark blue circle with a thin white outline.

CRÉDOC

Prévoyance : des salariés de mieux en mieux couverts



Evolution des taux de couverture, par type de garantie



Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à proposer des garanties de prévoyance,

⇒ En liaison avec la progression de la **proportion de cadres, (davantage couverts en prévoyance du fait de l'obligation de couverture décès)**

⇒ **Avec le vieillissement=> risque pour les entreprises**

⇒ **Un effet des accords d'entreprises et de la négociation collective**

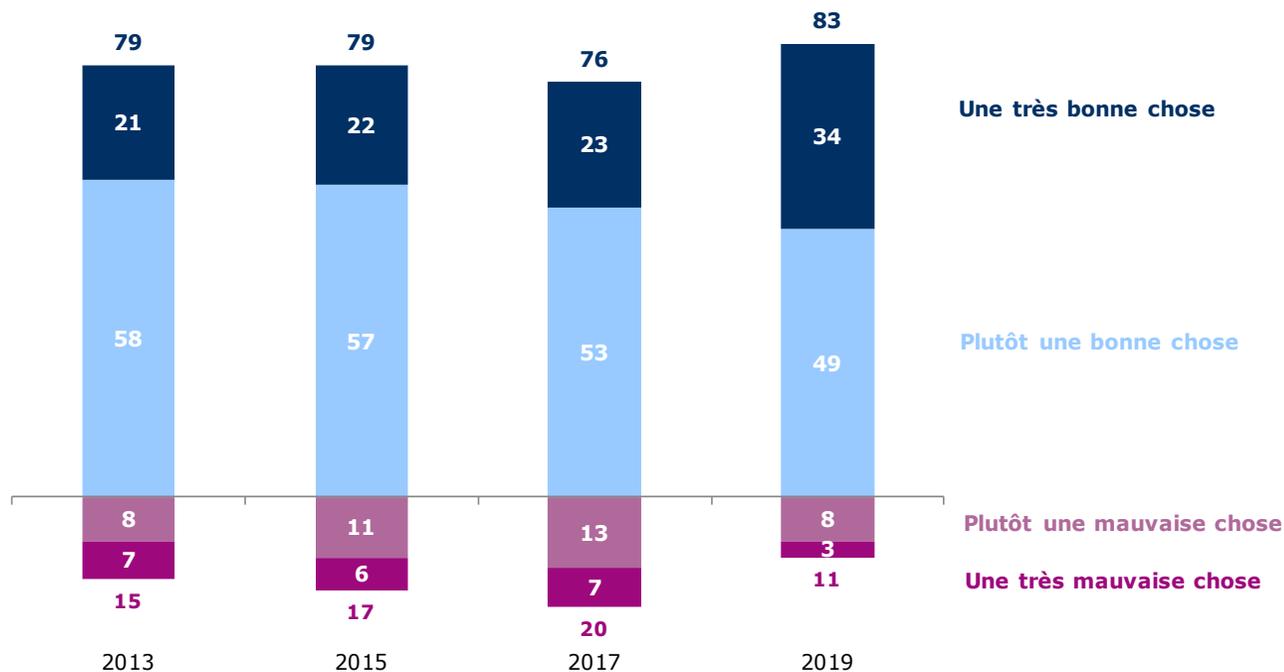
Les entreprises attachées aux accords de branche...

Plus de la moitié des entreprises ayant mis en place des garanties de prévoyance l'ont fait parce qu'elles étaient obligatoires dans le cadre d'un **accord collectif de branche**.

83% des entreprises ont une bonne image des accords de branche



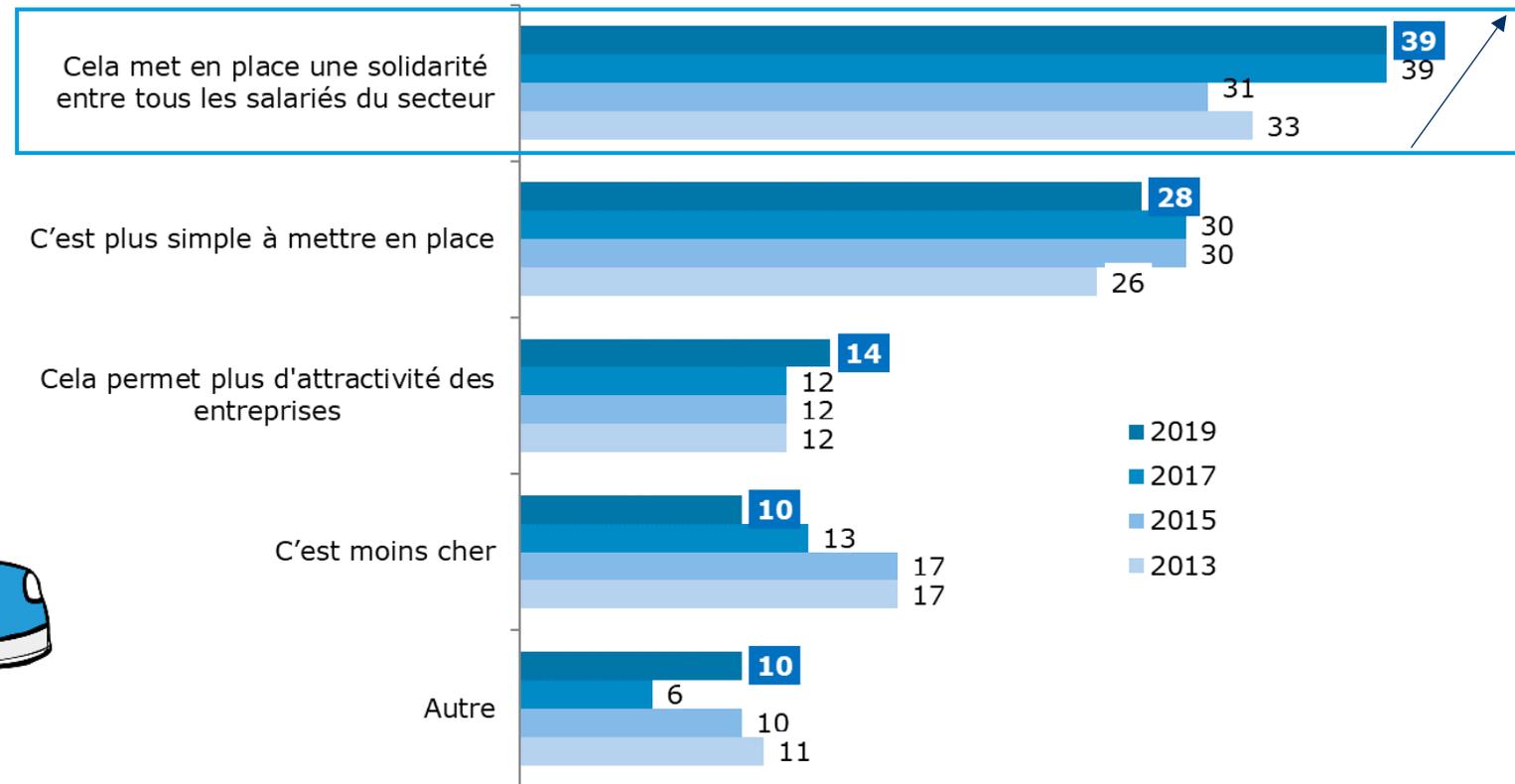
De votre point de vue, l'existence d'accords au niveau de la branche professionnelle rendant obligatoire la mise en place de garanties de prévoyance pour les entreprises du secteur est-elle ?



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2001, 2002, 2003, 2005, 2007,
2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des entreprises

...pour des raisons de solidarité

Pour quelles raisons les accords collectifs sont-ils « une bonne chose » ?

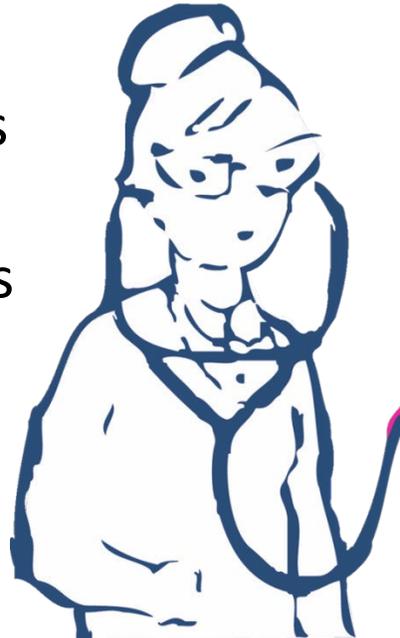


Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des entreprises considérant les accords de branche comme une « bonne chose »

Un intérêt pour la prévention santé via l'entreprise

81% des salariés jugent qu'il est dans le rôle de l'organisme assureur de proposer des actions de prévention santé et de prévoyance, et de développer ces actions au sein de l'entreprise.

- 2 points par rapport à 2017



72% des entreprises estiment qu'il est important de développer des actions de prévention santé ou prévoyance.

+5 points par rapport à 2017

Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP
Années : 2011, 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés

Pour vous, un organisme assureur, est-il dans son rôle lorsqu'il propose des actions de prévention santé (bilan de santé, dépistage, accompagnement thérapeutique...)? - % réponse « Oui » -
Jugez-vous important de développer des actions de prévention santé ou prévoyance dans l'entreprise? - % réponse « Oui » -

Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP
Années : 2017, 2019
Ensemble des entreprises

Convergence des priorités en matière de prévention

Quel type d'actions de prévention jugez-vous important de développer ?

- Les deux premières réponses, en %, de 2017 à 2019 -

69% des salariés évoquent des bilans de santé

74% des entreprises évoquent des bilans de santé

58% des ateliers de prévention santé (sur la nutrition, le mouvement, la gestion du stress, la posture au travail)

58% des ateliers de prévention santé (sur la nutrition, le mouvement, la gestion du stress, la posture au travail)

48% des dépistages

42% des dépistages

21% des aides au sevrage tabagique

23% des aides au sevrage tabagique



Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP

Années : 2017, 2019

Ensemble des salariés jugeant important de développer des actions de prévention santé

Réponses multiples

Source : Baromètre CRÉDOC/CTIP

Années : 2017, 2019

Ensemble des entreprises jugeant important le développement des actions de prévention santé

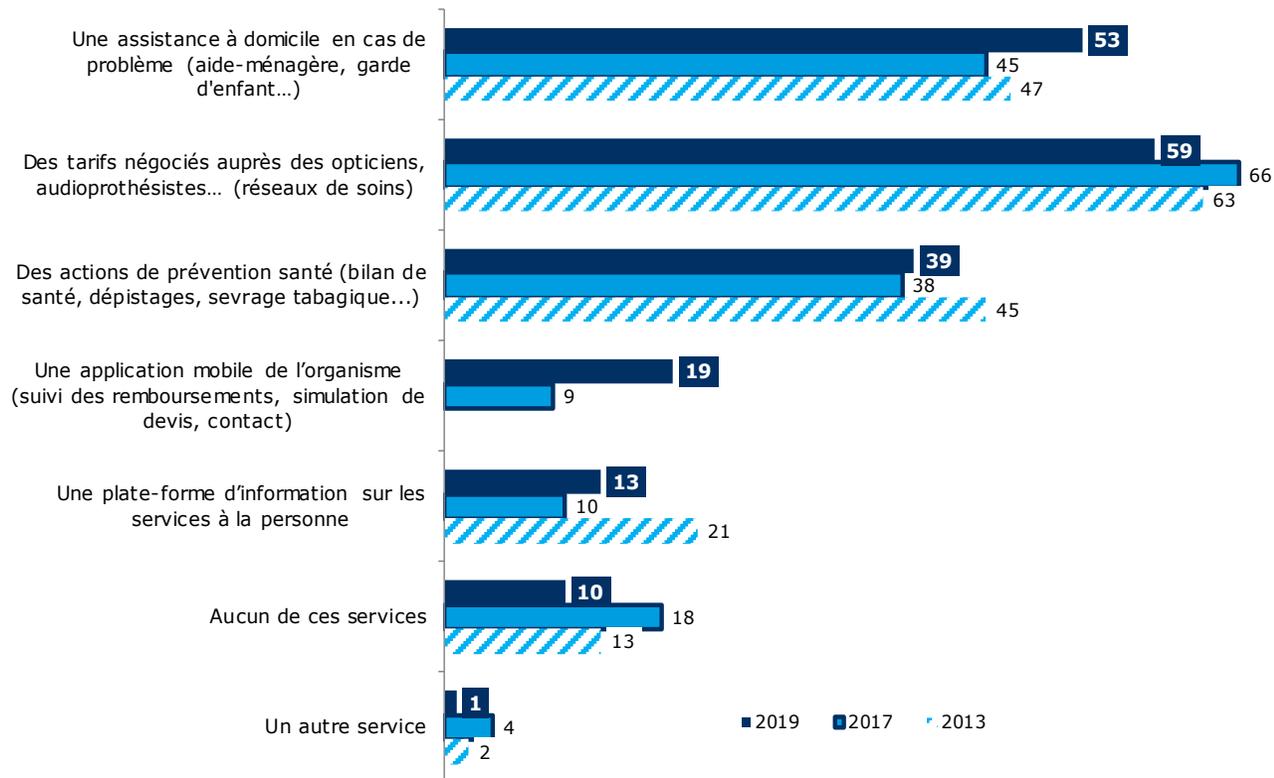
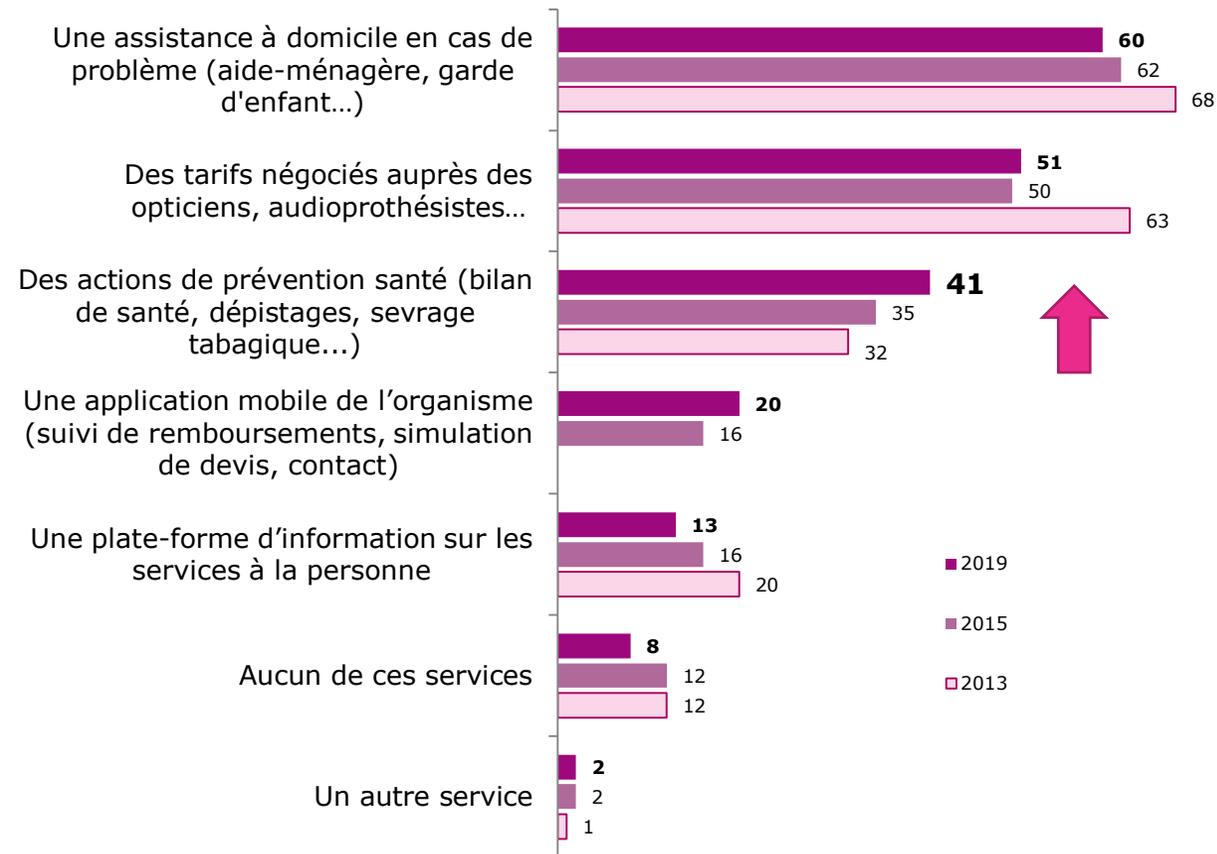
Réponses multiples

Services intéressants : assistance à domicile, tarifs négociés et progression de l'intérêt pour la prévention chez les salariés

Quels sont les services associés à vos garanties qui vous paraissent les plus intéressants ? (en %)

Salariés

Entreprises



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
 Années : 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019
 Ensemble des salariés et des entreprises

Retraite et dépendance : les nouveaux enjeux de la longévité

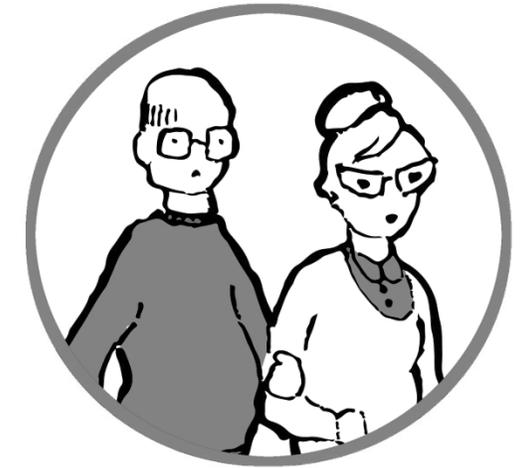
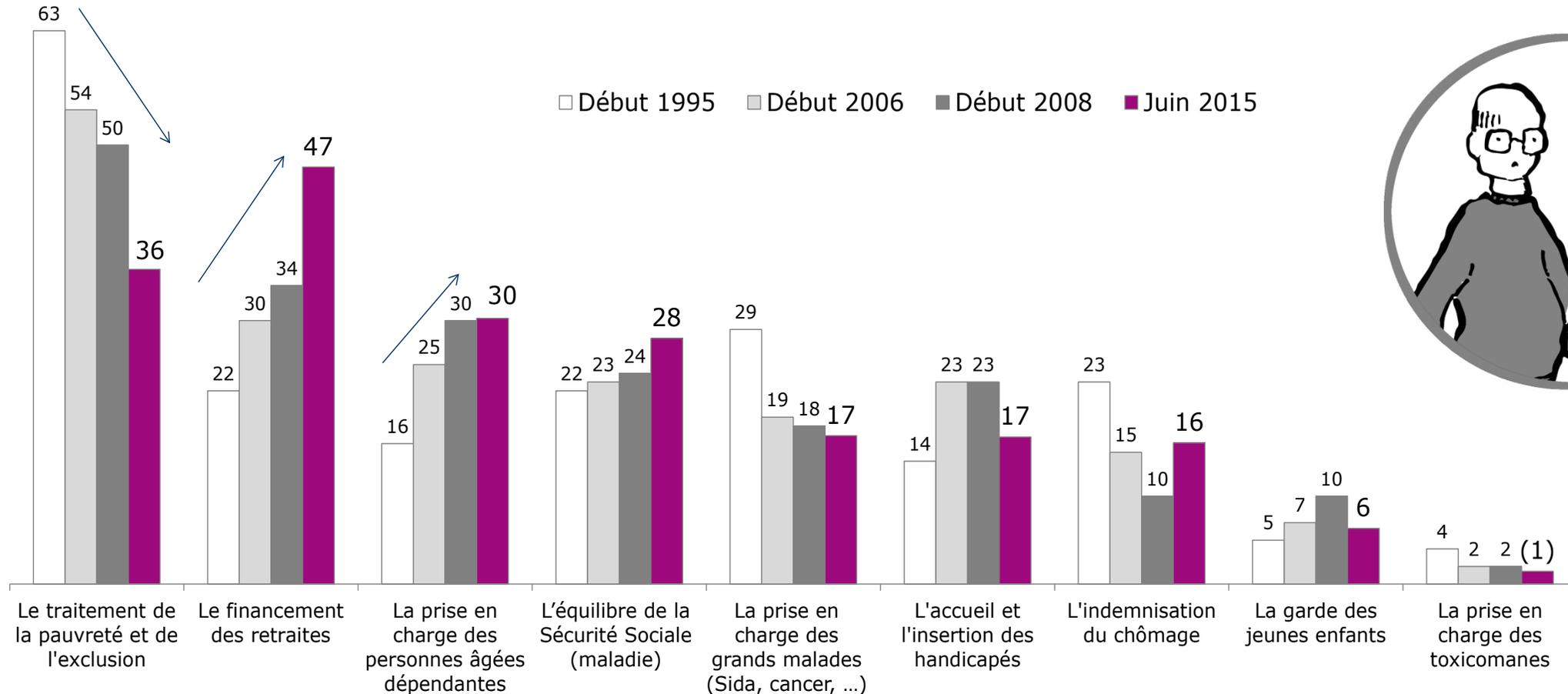
17-JANV.-20

The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white capital letters inside a dark blue circle with a thin white outline.

CRÉDOC

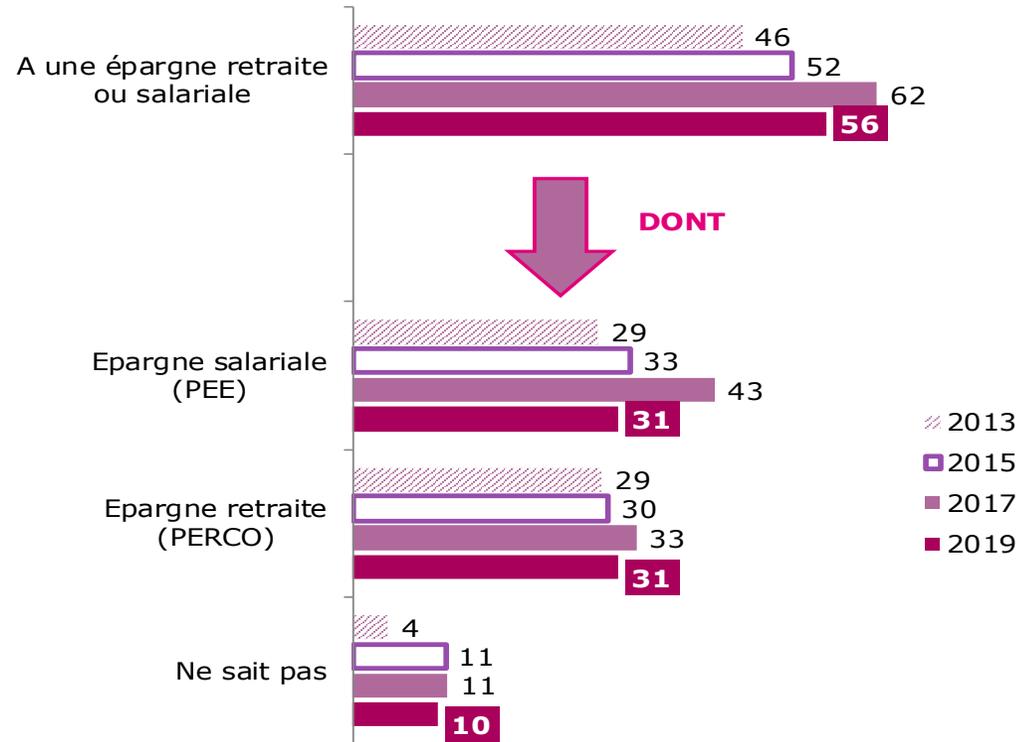
Le financement des retraites préoccupe plus aujourd'hui que la lutte contre la pauvreté

Parmi les problèmes suivants, quels sont, dans l'ordre, les deux qui vous préoccupent le plus ?
Evolutions (en %)



Pour l'instant pas d'évolution notable sur l'épargne salariale

Trois salariés sur dix bénéficient d'un plan d'épargne retraite



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés

Le plus souvent mis en place par la seule décision de l'employeur :

plus de la moitié des entreprises (53%) ont mis en place des dispositifs d'épargne retraite par la seule décision de l'employeur, 34% de ces dispositifs sont obligatoires car faisant partie d'un accord de branche, et 13% sont mises en place par un accord ou un référendum au sein de l'entreprise.

Sources : Baromètre CTIP/CREDOC, 2019
Ensemble des entreprises ayant mis en place une épargne en entreprise

Le taux de couverture en plans d'épargne retraite pourrait progresser dans les prochaines années



La loi PACTE, **adoptée en avril 2019** par le parlement, prévoit de simplifier et d'harmoniser les règles de fonctionnement de l'épargne retraite :

- **Portabilité des contrats**
- **Assouplissement de la « sortie »**
- **Mise en place de déblocage anticipé**
- **Généralisation de l'option de réversion**

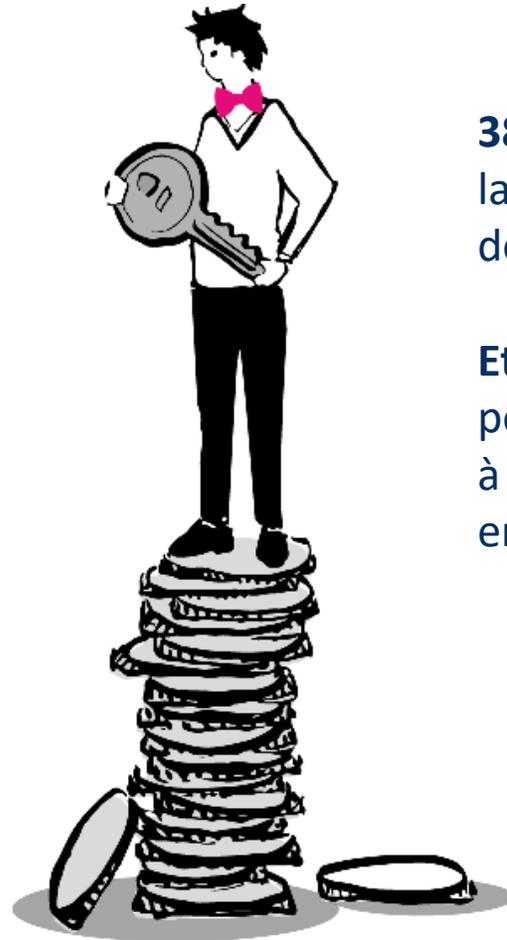
La loi Pacte, « Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises », a été publiée au Journal Officiel du 23 mai 2019 soit un mois avant l'interrogation.

+ les inquiétudes suscitées par les annonces autour de la **réforme des retraites** de 2020.

Aujourd'hui une méconnaissance mais un intérêt

Seuls 22% des salariés ont entendu parler de la loi PACTE

Et parmi eux, la moitié pensent que cette loi permettra de rendre l'épargne retraite plus accessible.



38% des entreprises ont entendu parler de la réforme de l'épargne retraite dans le cadre de la loi Pacte.

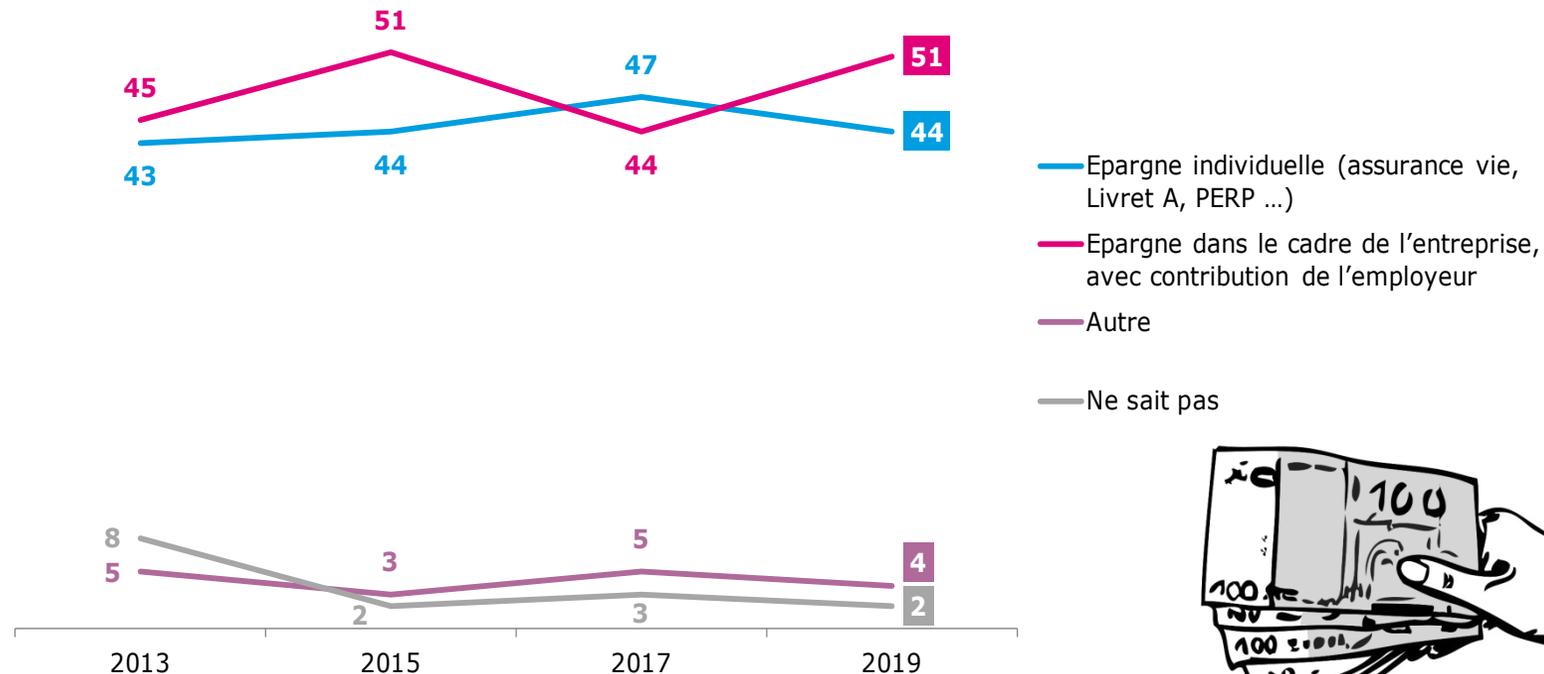
Et parmi eux 58% pensent que cette loi permettra à davantage de salariés d'accéder à l'épargne retraite (69% chez les grandes entreprises)

*Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés*

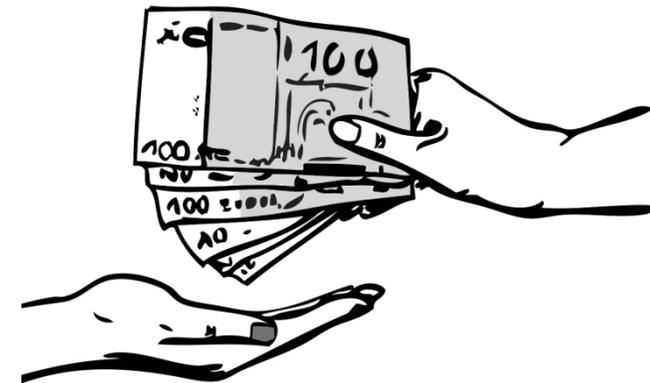
*Sources : Baromètre CTIP/ CREDOC, 2019
Ensemble des entreprises*

L'épargne retraite en entreprise jugée aussi intéressante que l'épargne individuelle

Selon vous, quel est le dispositif le plus intéressant pour se constituer un complément de revenu lors de la retraite ?



Source : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés



La dépendance : une mise à distance ?

Vous sentez-vous concerné(e) par le risque dépendance ?

-Réponses, « Oui pour moi » et « Oui pour quelqu'un que je suis susceptible d'aider », en %, évolutions entre 2013 et 2019 -

- 9 points en six ans



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des salariés

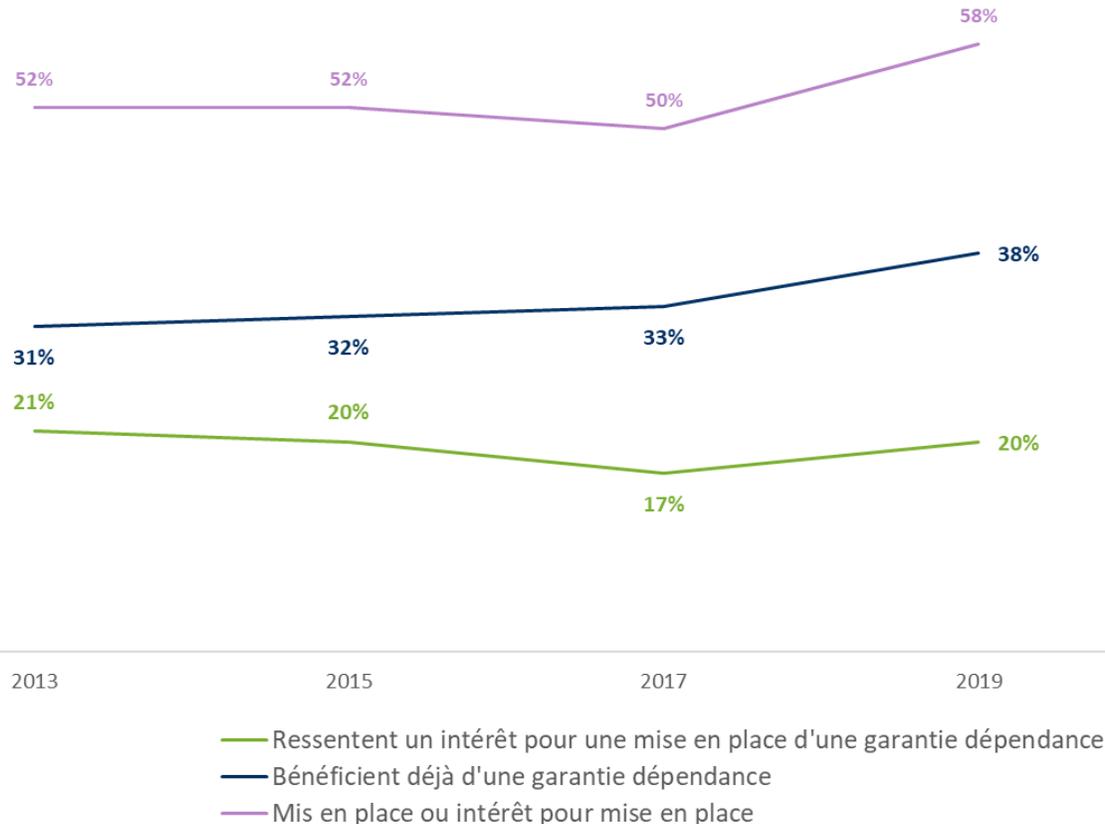
La projection dans la situation d'aidants est moins souvent envisagée que pour soi même



- La difficulté à **se projeter** dans la situation
- La dépendance survient, **après la vie professionnelle** pour une majorité de salariés
- L'idée que la dépendance relève de la **vie privée** et qu'on ne souhaite pas toujours que son employeur en soit informé ou que l'on souhaite que les deux domaines (vie privée, vie professionnelle) restent séparés ;
- L'annonce, depuis plusieurs années, d'un plan dépendance, peut amener les salariés à estimer que ce risque va être pris en charge par **l'Etat**, et que les entreprises ne sont donc pas concernées.

De leur côté, les entreprises commencent à s'emparer du sujet

Progression de l'intérêt et des souscriptions aux garanties dépendances en 2019, après plusieurs années de stagnation.



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
Années : 2011, 2013, 2015, 2017, 2019
Ensemble des entreprises

Plus de la moitié des entreprises (58%) est intéressée ou a déjà mis en place une garantie dépendance.

Il faut dire que les entreprises peuvent s'inquiéter des conséquences d'une **plus grande espérance de vie**, combinée à **l'allongement annoncé des durées de cotisations**.

Ces deux phénomènes impliquent que le **nombre de leurs salariés qui deviendront « aidants » va augmenter** dans les années à venir, tout comme la proportion de salariés directement concernés par la dépendance.



Les activités sociales des entreprises

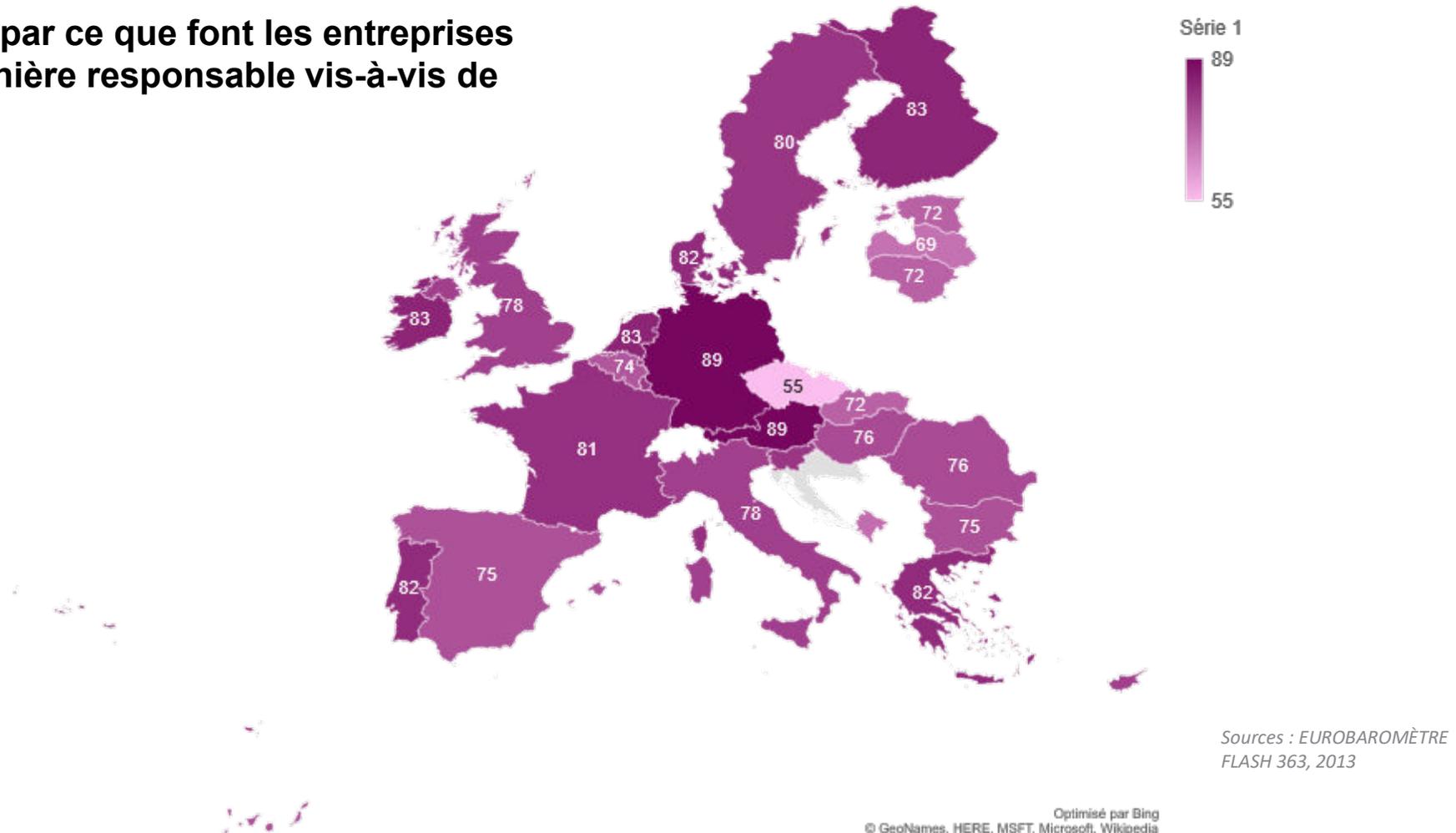
17-JANV.-20

The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white capital letters inside a dark blue circle, which is partially enclosed by a thin, light blue circular line.

CRÉDOC

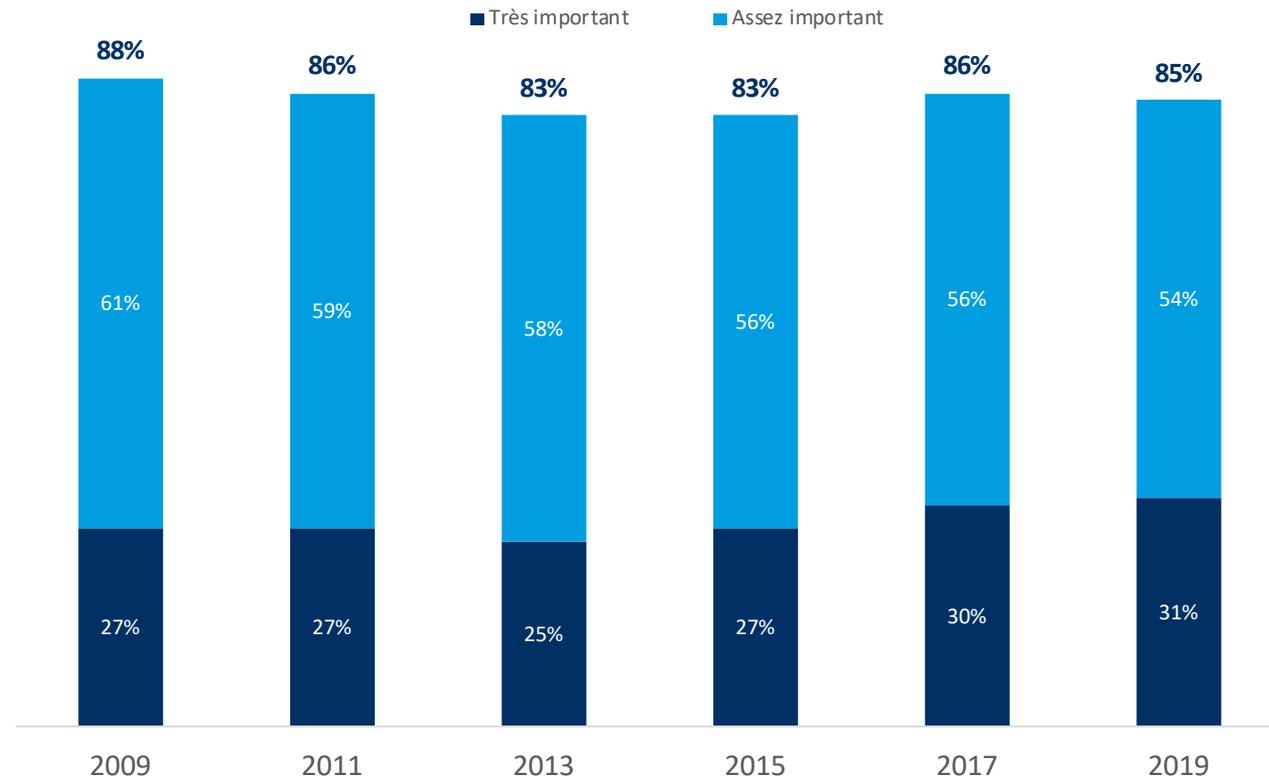
Huit Français sur dix sont intéressés par les actions responsables des entreprises

Est intéressé(e) par ce que font les entreprises pour agir de manière responsable vis-à-vis de la société



Les salariés plébiscitent l'action sociale dans le cadre de l'entreprise via l'organisme assureur

Même si vous n'en bénéficiez pas directement, estimez-vous important que l'organisme assureur de l'entreprise développe une action sociale ?



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC

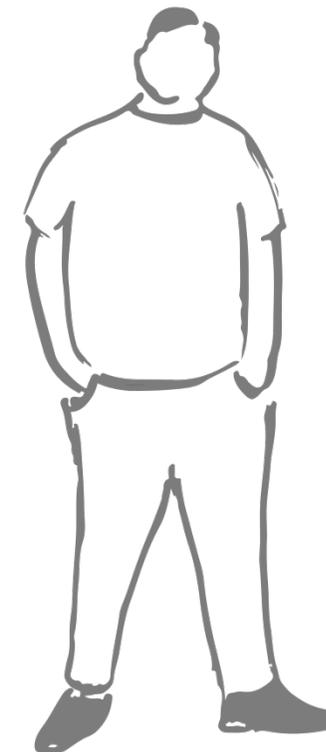
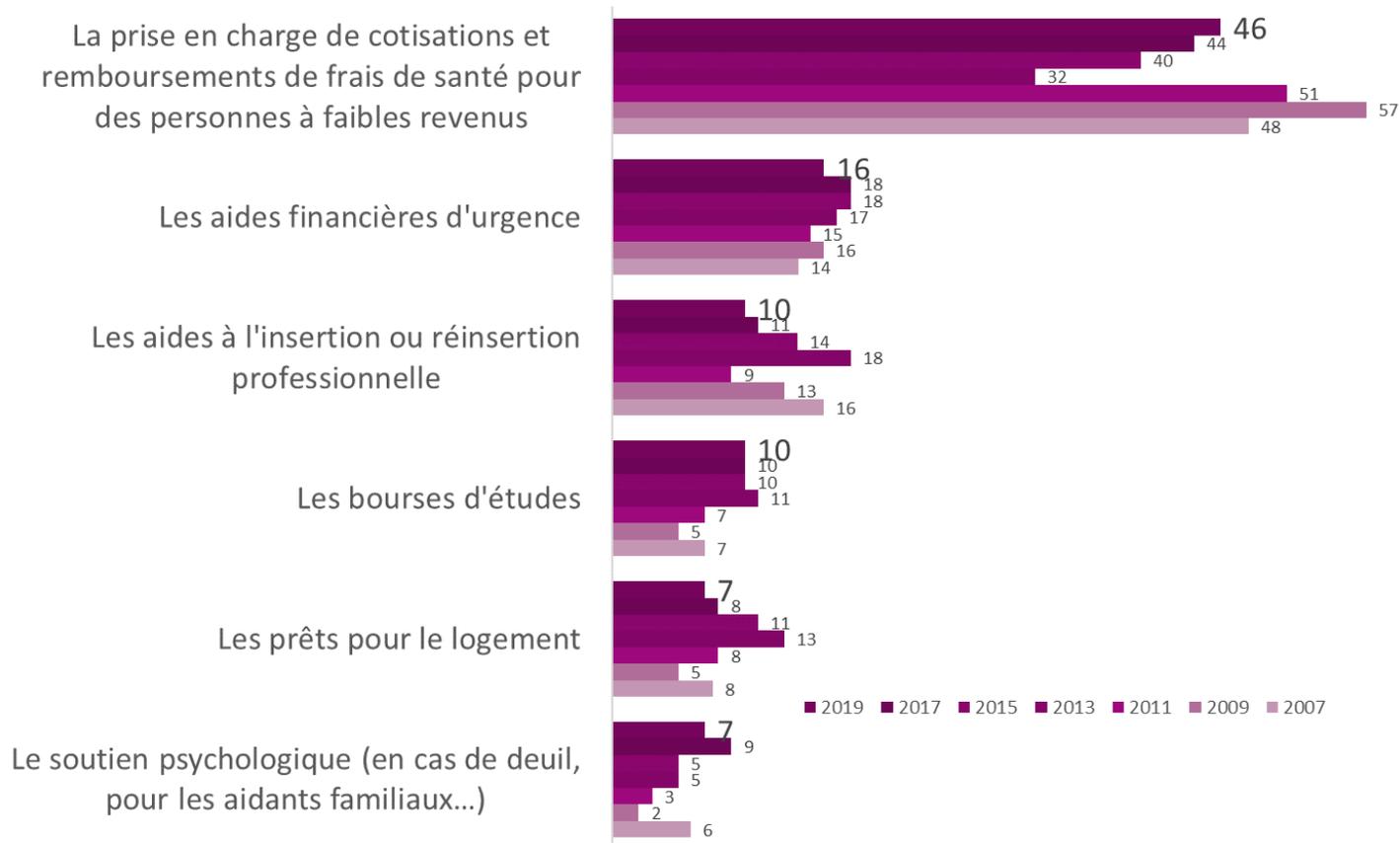
Années : 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019

Ensemble des salariés

L'aide aux personnes disposant de faibles revenus jugée prioritaire

Parmi les actions destinées aux salariés, laquelle vous semble prioritaire ? (en %)

En ce qui concerne les aides destinées aux salariés, quelles actions vous semblent prioritaires ?



Sources : Baromètre CTIP – CREDOC
 Années : 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019
 Ensemble des salariés

Les points clés

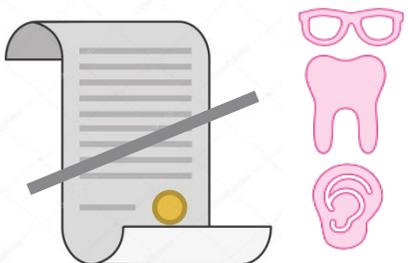
Un attachement fort au système de protection sociale, des inquiétudes sur le financement, une attente pour une place plus importante des IP et mutuelles, en complément des pouvoirs publics
Des préoccupations montantes par rapport à la santé (vieillesse, remboursements, attention à soi)

Impact en demi-teinte de la généralisation de la complémentaire santé en entreprise :



complémentaire santé : davantage de collectives (= prise en charge de 50% par l'entreprise, et tarifs perçus comme justes), mais pas de progression de la couverture globale (les publics précaires restent peu couverts), et progression des options facultatives

Méconnaissance des réformes en cours :



100% : méconnaissance => enjeu d'information, et crainte d'une hausse des tarifs

Résiliation immédiate : méconnaissance, et espoir d'une baisse des tarifs chez les salariés, mais pas chez les entreprises

Les points clés

Prévoyance

Une société de plus en plus inquiète des risques

Des entreprises qui prennent de plus en plus en charge des garanties de prévoyance (effet de la progression du nombre de cadres + inquiétudes par rapport au vieillissement)

Un intérêt des salariés et des entreprises pour de la prévention (bilan santé)

Retraites

Des inquiétudes très fortes

Un salarié sur deux avec une épargne retraite, pas d'évolution notable pour l'instant mais impact probable de la Loi Pacte + des inquiétudes vis-à-vis de la réforme des retraites

Dépendance

Des inquiétudes qui restent très générales et peu personnelles

Une mise à distance du sujet du côté des salariés (faible progression du taux de couverture), un enjeu davantage investi par les entreprises

Une attente pour une responsabilité sociale des entreprises – l'action sociale via l'assureur plébiscitée



Merci de votre attention